L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 19 AVRIL 1867.

Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES - GERANTS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2.50.
Prix d'un exemplaire, 10 centes.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE

Paraissant le Mardi et le Samedi :

Par an, $5; par semestre, $2.50.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces commerciales, pour la durée de cette édition ou de toute autre partie de l'année, paieront $1 50 la carre pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les avis mortuaires de la page officielle paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page officielle, paieront $20 par le carré pour le mois.

Les proclamations, lois, etc., émanant du Pouvoir Exécutif, seront insérées régulièrement et souvent dans cette feuille, sur les prix fixés par le gouvernement.

Toutes les résolutions d'associations littéraires publiques et autres sont insérées à moitié prix.

Toutes les résolutions d'associations littéraires paieront 20 cents pour toute la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces translatées doit être payés d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées jusqu'à fin défendu.

Les comptes des Paroisses étaient régulièrement de 5 centes la ligne par 1er insertion et 3 de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 19 AVRIL.

☞ Pour la fête des navires et vaisseaux arrivés dans notre port, ainsi que les appréciations en résumé, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Voir les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Hoffman & Manks, au No 33 de la rue de Chartres—Etablissement, Rayons, bottes, souliers, chapeaux et casquettes.

Par A. Fehrer, au No 45 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, brillantes, chapeaux et articles de fantaisie.

☞ Avis aux commerçants et chasseurs chez M. Ernest Turpin, 96 Vieilles Levée.

On trouvera le feuilleton à la troisième page.

Belle Maison de Rapport à vendre—Samedi prochain, 20 avril, il sera vendu, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, par MM. Walden & Dubreuil, encanteurs, une superbe résidence de famille, rue Columbus, entre Marais et Villere, occupant une façade de 66 pieds en ateliers, sur 130 de profondeur, et ayant deux grandes avec fleurs et légumes. Il y a peu de maisons en meilleur état et plus solidement bâtie en ville que celle dont nous annonçons la vente prochaine, et nous croyons que les familles qui chercheront à se loger d'une manière convenable et permanente, à aller visiter cette résidence, située à deux pas de la rue Esplanade, dans un quartier tranquille, bien habité et destiné à devenir fort brillant. Voyez l'annonce des encanteurs pour les conditions.

☞ Propriété en vente—M. de Pérot, encanteur, mettra à l'enchère, samedi 20 du courant, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, une jolie propriété située à l'angle des rues Dauphine et Quartier, contenant en briques. (Voir l'annonce.)

ENREGISTREZ-VOUS.

Nous croyons utile de replacer sous les yeux de nos lecteurs les conseils que la dernière législature a cru devoir adresser au peuple de l'Etat avant de se séparer. Tous ceux qui ont servi la Confédération doivent se dire que s'ils ne votent pas dans les prochaines élections, ils seront sans aucun doute privés des droits politiques par la convention radicale dont l'élection sera due à leur abstention. Il sera trop tard alors pour regretter ce qui aura été fait. Dans les paroisses les conservateurs se sont mis énergiquement à l'œuvre, la ville fera-t-elle défection au moment de la lutte ? Ce serait une faute impardonnable. Le solidarité des intérêts doit lier tous les patriotes loisiannais. Nous engageons tous ceux qui hésitent encore à méditer les pages suivantes qui suivent :

Adresse de l'Assemblée Générale AU PEUPLE DE LA LOUISIANE.

La récente action du Congrès dans l'adoption des mesures constituant ce qu'on appelle communément le "bill de reconstruction militaire", est "le bill supplémentaire", force le peuple à considérer sans délai d'importantes questions affectant non seulement le bien-être actuel et futur, mais encore l'existence politique même de l'Etat, et il paraît évident que des mesures actives seront prises immédiatement pour la réorganisation de notre gouvernement d'Etat conformément aux principes de ces mesures et que des élections générales auront bientôt lieu dans cet Etat.

Dans cette occurrence, il devient absolument nécessaire que le peuple décide quelle ligne de conduite il doit suivre de préférence.

Vos représentants dans l'Assemblée Générale n'ont pas manqué de donner à cette question l'attention la plus sérieuse la plus sérieuse.

Le sujet a été pesé au delà de notre portée législative par un pouvoir sur lequel nous n'avons pas de contrôle, mais nous sentons qu'il est de notre devoir de donner à nos constituants le résultat de nos sérieuses réflexions et de leur donner quelques avis sur la conduite qu'ils devraient tenir dans les circonstances actuelles.

Quelles que puissent être nos opinions sur la légalité, la magnanimité ou la constitutionalité de ces mesures coërcitionnelles, elles nous sont imposées par une autorité à laquelle nous ne pouvons résister en aucune manière, et en conséquence nous croyons solennellement qu'il est de notre devoir non seulement de nous abstenir de toute opposition factieuse et inutile, mais encore d'employer notre influence et notre pouvoir de manière à ce que l'exécution de ces mesures ne cause à l'Etat que le moins de mal possible.

En conséquence nous exhortons le peuple à s'organiser entièrement et à prendre une part active dans toutes les élections, sous quelque autorité qu'elles puissent être faites.

Evitez tout combinat d'opposition au libre suffrage de tout homme ayant le droit de voter sous l'autorité du Congrès.

Point de collision ou de conflit d'aucune sorte. Evitez les dimensions parmi vous.

Mettez en avant pour candidats, des citoyens dans la sagesse, la discrétion et le courage desquels vous puissiez avoir une confiance implicite et dont les qualifications soient, autant que possible, conformes aux réquisitions du Congrès.

Supprimez, autant que possible, l'examen de toutes questions qui pourraient causer des divergences d'opinion parmi vous.

Rappelez au caractère des hommes que vous choisissez.

Si à chacune par à la tête d'un que ses principes particuliers dont la sagesse et la convenance doivent être déterminées après tout par la logique des événements, mais laissons les libres d'agir suivant que leur jugement le dictera pour l'intérêt et l'honneur de l'Etat.

Que la modération et la tempérance vous guident dans le conseil et dans l'action.

Rappelez et contrôlez les ébullitions d'humeurs turbulentes, irréfléchies et factieuses qui pourraient précipiter des collisions dont il ne pourrait sortir que perte pour l'Etat et le peuple.

Employez tous les moyens légitimes et honorables qui sont en votre pouvoir pour influencer et diriger le suffrage de manière à ce que des hommes dignes soient dès aux places, empêchant ainsi que le pouvoir de l'Etat ne tombe dans des mains indignes, en même temps, ayez vos yeux votre choix avec prudence et que les hommes ainsi choisis soient investis d'une autorité que personne ne puisse mettre en doute.

En suivant la conduite ici indiquée, vous obtiendrez à conserver un esprit d'extrême tolérance et de condescendance, mais nous croyons que c'est le seul moyen qui réponde à notre attention sincère et à la cause de l'Etat, en vous n'hésiterez devant aucun sacrifice nécessaire à remplir ce but.

En conclusion, nous devons dire que le peuple nous inspire une confiance inébranlable ; nous croyons qu'en nous de sagesse, de prudence, ce et de patriotisme, le peuple européen. l'Etat dans cette épreuve, de manière à commander le respect de son unité et de son ensemble.

Une réponse aux Républicains.

Nous signalons un fait qui prouve tout ce que nous pourrions imaginer en fait d'interprétation de la clause qui frappe d'exclusion ceux qui auront été officiers ordonnés ou judiciaires dans l'Etat qui ont tout participé à la rébellion.

Le plus ancien des députés-shérifs n'étant présent dans tout le Troisième District pour se faire enregistrer, a cru devoir en référer au président, bien qu'il remplisse à la lettre les conditions requises pour être électeur. Les enregistrateurs ont prétendu qu'il était compris dans la catégorie des officiers exécutifs et que le fait d'avoir continué ses fonctions sous le régime constitutionnel continuait son participation à la rébellion. A ce compte, l'on des enregistrateurs qui ont rendu cette belle décision aussi lui-même frappé d'ostracisme.

Il y a quelques jours le *Républicain*, le seul vrai organe radical, commentant la loi, déclarait que les shérifs et les greffiers de Cours étaient compris dans la catégorie des exclus, mais que ceux qui n'avaient été que députés ne pouvaient être considérés comme ayant été officiers exécutifs ou judiciaires ; mais il pensait que les électeurs du Troisième District ne sont pas aussi accommodants. La question sera, nous disons, soumise en haut lieu et nous espérons que la décision sera convenable.

☞ Il y a des républicains réputés dans la Nouvelle-Orléans, qui ont été nommés par le président d'un des membres de notre rédaction, à propos que les plus coupables entreprises par les républicains radicaux sont les conséquences immédiates et directes de son dernier message.

RUMEURS BELLIQUEUSES.

Une dépêche particulière reçue hier par une des banques américaines que le *Herald* avait publié une dépêche transatlantique spéciale portant que "les relations diplomatiques entre la France et la Prusse étaient suspendues." On sait qu'il faut se méfier des dépêches du *Herald*. Cependant, on a appris que dans l'après-midi l'or et le change sur l'Europe avaient monté à New York, et le contre-coup de ces nouvelles n'est pas resté sur notre place. Une dépêche du Havre, datée d'hier, cote les consolidés à 91. Ce qui est loin d'indiquer une baisse, et c'est là un thermomètre assez sûr des chances de guerre ou de paix. Nous renvoyons nos lecteurs à nos dépêches de nuit pour les dernières nouvelles.

Le Chemin de Fer de Jackson.

Le conseil des directeurs du chemin de fer de Jackson, récemment été, a procédé au choix de ses officiers, du surintendant et des autres administrateurs de ce chemin. Il ne pouvait mieux faire que de continuer au général Beauregard la présidence de cette ligne et de confirmer dans leurs emplois ceux qui avaient si bien secondé celui ci dans son habile et heureuse administration. Mais on sait qu'une difficulté s'est élevée à l'occasion de l'élection des directeurs eux-mêmes. Ces derniers n'ont obtenu que 51,000 votes (chaque vote représentant une action) tandis qu'une autre liste de directeurs a obtenu le vote de 164,000 actions appartenant à l'Etat de la Louisiane et à la ville de la Nouvelle-Orléans. Le vote donné par le gouverneur Wells et par le maire militaire Heath n'a pas été admis, et a été mis de côté sous prétexte par les commissaires d'élection, et cette exclusion pourra donner lieu à un procès.

La charte de la compagnie dit que chaque action a droit à un vote, mais, par une loi spéciale, l'Etat a droit à être représenté dans le bureau par trois directeurs, de sorte qu'on sent tient qu'il ne peut cumuler le droit de voter pour les directeurs avec celui de représentation directe. Nous n'avons pas les différents nécessaires pour juger cette question légale, mais un argument nous frappe au premier abord. Le gouverneur ne peut nommer les trois directeurs pour l'Etat qu'avec l'avis et le consentement du Sénat ; est-il admissible qu'il puisse, sans ce concours, donner un vote qui par son importance décidérait du choix de tous les autres directeurs ?

La loi n'a pu vouloir un pareil résultat ; elle n'a pu avoir pour but de placer ainsi les intérêts de tous les actionnaires particuliers à la merci du caprice ou de l'ambition de quelques-uns. Maintenant, le conflit est engagé entre le général Beauregard et le maire Heath qui est en votre pouvoir pour faire cesser cette scène d'égarement dont être aisément obtenue par l'usage de la composition pour les chevaux de J. Cagé, 122, rue du Canal. Elle rend la chevelure lustrée et abondante, la dispose à friser et la maintient dans toutes les positions qu'on désire. Aucune femme élégante et de bon goût ne voudra s'en abstenir. Essayez, et jamais vous ne le regretterez.

J. AUGE.

Nouvelles du Mexique.

Les journaux de Matamoros, du 7 au 14 avril, enregistrent divers extraits des feuilles de l'intérieur, où il est question de diverses sorties faites par les troupes de Maximilien occupant Querétaro. Ces sorties n'auraient pas eu de brillants résultats pour les impériaux qui auraient perdu beaucoup plus de monde que leurs ennemis. Mais ces nouvelles viennent de sources libérales et le *Monitor* du Texas du 13 avril donne pris fort de leur véracité. Il cite une lettre de San Luis Potosi, écrite par un libéral et qui contient positivement les dernières nouvelles du théâtre de la guerre au Nord du Mexico.

Cette lettre dit que le combat de Queretaro a été chaud mais sans résultat, que les Libéraux ont subi de nombreuses pertes ; qu'on n'ajoutait pas foi aux rapports du journaux ; et que la route conduisant à la capitale était toujours ouverte aux impérialistes. Le *Ranchero* ajoute :

Quels sont les faits ? Toute la grosse artillerie de Monterey devait partir le 7 pour coopérer au siége de Queretaro. Mais il faudra plusieurs semaines pour opérer ce transport.

Une lettre du 7 de Monterey dit :

"Les militaires savent tout et nous nous ne savons rien. Le silence qu'ils gardent nous donne à penser que tout ne va pas bien. Par quelques fragments, soit. Mais enfin, enfin ne dit et n'écrit en Belgique.

Or, si on rapproche ce langage des manifestations françaises qui éclatèrent, il y a un mois dans le Hainaut, du langage des six cents conservateurs de Monterey de Bruxelles, et de l'épouvante du gouvernement belge à la seule pensée de donner à la nation le droit d'avoir un vote, de l'*honneur d'être Français, croit-on que tout conspire à* et sérieusement difficile ?

Voilà pourquoi la première Belgique, celle de gouvernement. Elle se compose de *cent quatre millions trois cent soixante deux* électeurs.

L'autre Belgique, la vraie, celle qui pour sa part *quatre millions huit cent quatre vingt-quatre mille habitants*. Elle est complètement exclue de toute participation à la direction de ses affaires. Elle ne fut appelée ni à être la gouvernée ni à être le gouvernant. Elle est ce que son envoyé d'Allemagne en 1831, ni à ses institutions. Le gouvernement ne la représente donc pas, et il n'a pas à la consulter. Il veut à la représenter, puisqu'il lui refuse le *suffrage universel*.

Il est vrai qu'elle a la faculté de la réclamer, faculté dont elle ne s'était pas avisée jusqu'ici, mais dont elle sait se voir dans quel cas ! Le 11 mars, l'*Office Havas* reçoit de Bruxelles la correspondance suivante et la transmettait aux journaux :

" Des ouvriers de Bruxelles, d'Anvers, de Verviers et de Liége, se sont réunis, dimanche, à Bruxelles. Il étaient au nombre de six mille. Voici la protestation qu'ils ont signée à l'unanimité, et qui était dirigée contre *des paroles et des jugements* prononcés à la Chambre par M. Frère, ministre des finances.

" Le meeting proteste contre la déclaration d'un ministre belge, qui est en opposition directe avec le droit naturel et avec l'esprit et la lettre de la constitution, et qui tend à créer une division que l'abondance de la population est complètement étouffée. Les mêmes causes qui ont produit ces nouvelles viennent de produire leurs effets. Depuis le 1er avril dernier, la France a cru devoir ouvrir ses frontières à l'émigration belge, et, en effet, un grand nombre d'ouvriers ont quitté le pays. Les affaires ont malheureusement que la paralysie gagne les industries les plus importantes. Les usines ont été fermées, et, en quelques jours, un grand nombre d'ouvriers ont été réduits à la misère. Les journaux belges ont publié les chiffres officiels de l'émigration pendant le mois de mars. Ils sont effrayants. Ils montrent que, pendant ce mois, 3,000 ouvriers ont quitté la Belgique, et que, dans ce nombre, il y a eu 1,200 mineurs. Ces chiffres ne sont pas exacts, car ils ne comprennent pas les ouvriers qui ont passé la frontière sans se faire inscrire à la douane. Ce qui est certain, c'est que, dans les centres manufacturiers, la misère est grande. Les ouvriers sont sans travail, et ils ne peuvent pas même trouver à s'employer à la journée. Les ateliers de charité sont encombrés. Les ressources de la bienfaisance publique sont épuisées. Les souscriptions ouvertes en faveur des victimes de la crise ne produisent que des sommes insignifiantes. Le gouvernement, les communes, les provinces, les particuliers, tout le monde est à bout de ressources. Et, au milieu de cette misère générale, on voit le gouvernement dépenser des sommes énormes pour faire de Bruxelles une capitale européenne, pour construire des palais, des monuments, des boulevards, des avenues, des parcs, des jardins, des casernes, des forts, des citadelles, des fortifications, des chemins de fer, des canaux, des ports, des docks, des entrepôts, des quais, des bassins, des écluses, des ponts, des viaducs, des tunnels, des égouts, des aqueducs, des fontaines, des réservoirs, des gares, des hangars, des remises, des ateliers, des magasins, des hôtels, des restaurants, des cafés, des théâtres, des salles de concert, des salles de bal, des salles de fêtes, des salles de jeux, des salles de lecture, des salles de conférences, des salles de réunions, des salles de spectacles, des salles de danse, des salles de gymnastique, des salles d'armes, des salles de tir, des salles de billard, des salles de bains, des salles de natation, des salles de patinage, des salles de manége, des salles de gymnase, des salles de boxe, des salles de lutte, des salles de jeux de paume, des salles de jeux de boules, des salles de jeux de quilles, des salles de jeux de cartes, des salles de jeux de dames, des salles de jeux de dominos, des salles de jeux de trictrac, des salles de jeux de billard, des salles de jeux de roulette, des salles de jeux de trente et quarante, des salles de jeux de hasard, des salles de jeux de commerce, des salles de jeux de société, des salles de jeux de famille, des salles de jeux de plein air, des salles de jeux de gymnastique, des salles de jeux de natation, des salles de jeux de patinage, des salles de jeux de manége, des salles de jeux de gymnase, des salles de jeux de boxe, des salles de jeux